



États financiers consolidés
31 mars 2010 et 2009

Rapport de la direction

Aux actionnaires de Technologies Interactives Mediagrif Inc./Mediagrif Interactive Technologies Inc.

Les états financiers consolidés de Technologies Interactives Mediagrif Inc./Mediagrif Interactive Technologies Inc. (la « Société ») et toute l'information contenue dans les commentaires et analyses de la direction sont la responsabilité de la direction et sont approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Selon ces principes, la direction a établi des estimations et posé des hypothèses qui sont reflétées dans les états financiers consolidés et les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Pour assurer la justesse et le caractère complet, à tous les égards importants, des états financiers consolidés, la direction s'est dotée d'un système de contrôle interne.

Le système de contrôle interne comprend, entre autres, la communication aux employés, par la direction, des politiques internes relatives à l'éthique en affaires. La direction croit que les contrôles internes donnent une assurance raisonnable que ses documents financiers sont fiables et qu'ils constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers consolidés, et que ses actifs sont convenablement comptabilisés et protégés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers surtout par l'entremise de son comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification, la direction et les vérificateurs externes se rencontrent pour réviser les états financiers consolidés et les contrôles internes relatifs à l'information financière. Le comité de vérification revoit les états financiers consolidés annuels de la Société et formule les recommandations appropriées devant être considérées par le conseil d'administration lors de l'approbation des états financiers consolidés émis aux actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification, qu'ils peuvent rencontrer en présence ou non de la direction.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

(signé)
Claude Roy
Président et chef de la direction

(signé)
Suzanne Mercier
Chef de la direction financière

Le 8 juin 2010

Le 8 juin 2010

Rapport des vérificateurs

**Aux actionnaires de
Technologies Interactives Mediagrif Inc./Mediagrif Interactive Technologies Inc.**

Nous avons vérifié les bilans consolidés et les états consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu de Technologies Interactives Mediagrif Inc./Mediagrif Interactive Technologies Inc. (la « Société ») aux 31 mars 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, du résultat étendu et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 21323

« PricewaterhouseCoopers » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario ou, selon le contexte, du réseau mondial de PricewaterhouseCoopers ou des autres sociétés membres du réseau, chacune étant une entité distincte sur le plan juridique.

Bilans consolidés
Aux 31 mars 2010 et 2009

	2010	2009
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 359 693	27 733 976
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties (note 2)	4 026 298	2 379 832
Comptes débiteurs	5 053 098	6 479 491
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	758 026
Crédits d'impôt à recevoir	1 363 245	3 168 642
Charges payées d'avance	711 349	838 574
Impôts futurs (note 11 c))	-	346 643
	45 513 683	41 705 184
Immobilisations corporelles (note 5)	1 423 366	1 826 409
Actifs incorporels (note 6 a))	894 066	1 375 892
Actifs incorporels d'acquisition (note 6 b))	2 674 919	3 364 420
Écart d'acquisition (note 7)	25 991 266	25 991 266
Impôts futurs (note 11 c))	5 684 486	7 534 120
	82 181 786	81 797 291
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	9 696 398	10 852 464
Impôts sur les bénéfices à payer	389 945	-
Produits reportés	8 716 728	9 378 814
Impôts futurs (note 11 c))	605 880	999 380
	19 408 951	21 230 658
Impôts futurs (note 11 c))	128 788	90 183
	19 537 739	21 320 841
Capitaux propres		
Capital-actions (note 8 b))	47 809 345	48 078 790
Options d'achat d'actions (note 8 c))	1 687 721	1 646 780
Surplus d'apport (note 8 d))	2 491 291	2 393 594
Bénéfices non répartis	10 602 038	9 240 741
Cumul des autres éléments du résultat étendu	53 652	(883 455)
	62 644 047	60 476 450
	82 181 786	81 797 291

Certains chiffres au 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

Engagements (note 10)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil d'administration,

_____, administrateur
Gilles Laurin

_____, administrateur
Claude Roy

États consolidés des bénéfices non répartis
Pour les exercices terminés les 31 mars 2010 et 2009

	2010 \$	2009 \$
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, montant déjà établi	9 261 678	10 719 142
Changement de conventions comptables (note 2)	(20 937)	(76 437)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, montant retraité	9 240 741	10 642 705
Bénéfice net (perte) de l'exercice	2 526 839	(1 293 267)
	11 767 580	9 349 438
Prime au rachat d'actions ordinaires pour annulation (note 8 b) i))	-	(108 697)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	(1 392 227)	-
Ajustement lié à un rachat antérieur de capital	226 685	-
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	10 602 038	9 240 741

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu
Pour les exercices terminés les 31 mars 2010 et 2009

	2010 \$	2009 \$
Bénéfice net (perte) de l'exercice	2 526 839	(1 293 267)
Écart de conversion cumulé	(236 075)	687 073
Reclassement des gains ou pertes réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs de 53 706 \$ (177 223 \$ en 2009)	112 368	396 314
Variation des gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs de 468 838 \$ (492 682 \$ en 2009)	1 060 814	(1 101 757)
	937 107	(18 370)
Résultat étendu de l'exercice	3 463 946	(1 311 637)

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

États consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu
Aux 31 mars 2010 et 2009

	2010 \$	2009 \$
Écart de conversion cumulé		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	(108 275)	(795 348)
Exercice courant	(236 075)	687 073
	(344 350)	(108 275)
Gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	(775 180)	(69 737)
Variation des gains (pertes) sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs de 522 544 \$ (315 459 \$ en 2009)	1 173 182	(705 443)
	398 002	(775 180)
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu	53 652	(883 455)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

	2010 \$	2009 \$
Produits	45 725 412	47 940 421
Coût des produits	10 292 616	11 121 612
Marge brute	35 432 796	36 818 809
Charges d'exploitation		
Frais généraux et frais d'administration	8 676 229	16 229 699
Frais de vente et de commercialisation	8 735 076	11 158 719
Technologie (note 9)	7 574 458	8 341 792
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	689 501	1 556 852
Rémunération à base d'actions	280 783	465 514
Dépréciation des actifs incorporels et actifs incorporels d'acquisition (note 6)	-	6 610 310
Perte sur disposition d'investissement (note 1)	-	212 980
	25 956 047	44 575 866
Bénéfice (perte) d'exploitation	9 476 749	(7 757 057)
Autres produits (charges), montant net (note 13 b))	(2 759 216)	2 299 142
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	6 717 533	(5 457 915)
Charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices (note 11 a))	4 190 694	(4 164 648)
Bénéfice net (perte) de l'exercice	2 526 839	(1 293 267)
Résultat de base par action	0,18	(0,09)
Résultat dilué par action	0,18	(0,09)
Dividendes par action ordinaire	0,10	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 8 g))		
De base	13 939 109	14 261 939
Dilué	13 939 109	14 261 939
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	13 895 744	13 974 058

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie
Pour les exercices terminés les 31 mars 2010 et 2009

	2010 \$	2009 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte) de l'exercice	2 526 839	(1 293 267)
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 223 625	1 582 151
Amortissement des actifs incorporels	764 493	2 504 046
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	689 501	1 556 852
Amortissement du gain reporté sur licences	-	(478 562)
Dépréciation des actifs incorporels et actifs incorporels d'acquisition (note 6)	-	6 610 310
Rémunération à base d'actions	280 783	465 514
Impôts futurs (note 11 a))	1 318 838	(3 283 857)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	16 592	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 13 a))	4 893 245	(3 501 111)
	11 713 916	4 162 076
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 4)	-	(577 000)
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(1 130 886)	(2 783 830)
Produit sur disposition d'immobilisations corporelles	11 045	-
	(1 119 841)	(3 360 830)
Activités de financement		
Rachat de capital-actions pour annulation (note 8 b) i))	(411 590)	(1 859 489)
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires	(1 392 227)	-
	(1 803 817)	(1 859 489)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	8 790 258	(1 058 243)
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(518 075)	664 544
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	30 113 808	30 507 507
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	38 385 991	30 113 808
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants du bilan :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 359 693	27 733 976
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	4 026 298	2 379 832
Renseignements supplémentaires		
Intérêts payés	93 318	42 264
Impôts sur les bénéfices payés	1 841 487	1 185 518

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

1 Constitution et nature des activités

La Société, constituée le 16 février 1996 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Canada), évolue dans l'industrie des réseaux d'affaires électroniques. Elle exerce des activités de développeur, de propriétaire et d'exploitant de réseaux d'affaires électroniques, ainsi que de fournisseur de solutions d'affaires électroniques. Ses réseaux d'affaires électroniques permettent aux acheteurs et aux vendeurs de secteurs donnés de repérer, d'acheter ou de vendre des produits et d'échanger de l'information de façon plus efficiente à l'aide d'Internet. De plus, la Société offre aux manufacturiers d'équipement des solutions complètes de services d'échange en ligne, de recyclage, de dons et de promotions.

La Société exerce ses activités par l'entremise de ses filiales en propriété exclusive. La Société détient également des participations dans deux entreprises (les « coentreprises »), sur lesquelles elle exerce un contrôle conjoint avec ses coentrepreneurs. La participation de la Société dans ces coentreprises de même que les activités de ces dernières sont résumées comme suit :

- a) Une participation de 50 % dans Société d'investissement M.-S. S.E.C. (société en commandite), qui exerce ses activités sous la dénomination Global Wine & Spirits (« GWS »). GWS exploite un réseau électronique interentreprises virtuel qui offre une solution intégrée pour l'achat et la vente de vins et de spiritueux;
- b) Une participation de 50 % dans Polygon DMCC par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Mediagrif DMCC. En août 2008, le conseil d'administration de Polygon DMCC a décidé de fermer ses bureaux en Asie. Par contre, la Société continue de gérer ses membres internationaux du Canada. Polygon DMCC est en voie d'être liquidée.

La Société détenait également une participation dans Centerac DMCC par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Mediagrif DMCC. Centerac DMCC a été vendue à son coentrepreneur le 23 mars 2009.

2 Principales conventions comptables

Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} avril 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »), « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale. Il établit aussi la norme relative aux actifs incorporels développés à l'interne qui remplissent les critères de reconnaissance d'un actif. Le chapitre 3064 remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Parallèlement, le CPN-27, intitulé « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », a été abrogé, alors que la note d'orientation concernant la comptabilité n° 11, intitulé « Entreprises en phase de démarrage », et le chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », ont été modifiés. Ces nouvelles normes se devaient d'être appliquées de manière rétrospective avec retraitement des chiffres comparatifs.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables s'est traduite, dans les états financiers consolidés, par une charge cumulée de 76 437 \$ au titre des bénéfices non répartis en date du 1^{er} avril 2008, et de 20 937 \$ en date du 1^{er} avril 2009. L'ajustement transitoire a également donné lieu aux modifications suivantes au bilan consolidé comparatif de la Société : i) une diminution de 98 653 \$ des autres actifs en date du 1^{er} avril 2008, et de 27 028 \$ en date du 1^{er} avril 2009; et ii) une diminution de 22 216 \$ des passifs d'impôts futurs à long terme au 1^{er} avril 2008, et une augmentation 6 091 \$ des actifs d'impôts futurs à long terme en date du 1^{er} avril 2009. En outre, la Société a subi l'effet d'une diminution de 71 625 \$ de la charge d'amortissement des autres actifs et d'une hausse de 16 125 \$ de la charge d'impôts sur les bénéfices pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. Ces ajustements proviennent de frais de démarrage et de constitution engagés et capitalisés lors d'acquisitions d'entreprises passées, qui ne sont plus capitalisés en vertu des nouvelles normes. L'adoption des nouvelles normes comptables a eu des répercussions négligeables sur le résultat de base et sur le résultat dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2009.

Instruments financiers – Informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », afin d'améliorer la communication d'informations au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité se rattachant aux instruments financiers. Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé doivent être classés selon une hiérarchie à trois niveaux :

Niveau 1 – Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

- Niveau 2 – Données autres que les cours du marché inclus au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);
- Niveau 3 – Données concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

L'information à l'égard de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur est présentée à la note 16.

Changements futurs aux normes comptables

Regroupement d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a approuvé trois nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA, soit les chapitres 1582, « Regroupements d'entreprises », 1601, « États financiers consolidés », et 1602 « Participations ne donnant pas le contrôle », en remplacement du chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et du chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels, et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1601 définit des normes pour la préparation d'états financiers consolidés, tandis que le chapitre 1602 exige de comptabiliser les participations sans contrôle à titre de composante distincte des capitaux propres, et de ne plus déduire du résultat net consolidé la part du résultat net attribuable aux participations sans contrôle. Par conséquent, le résultat net consolidé doit être réparti entre la participation donnant le contrôle et les participations sans contrôle. Ces trois nouveaux chapitres doivent être mis en place concurremment et s'appliqueront prospectivement à tout regroupement d'entreprises de la Société dont la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou après cette date, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront remplacer les PCGR du Canada par les IFRS le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la Société sera tenue d'utiliser les IFRS pour dresser ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Les participations dans les coentreprises sont consolidées proportionnellement à la quote-part de la Société.

Estimations de la direction

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des produits et des charges au cours de l'exercice, sur les montants constatés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers. Sur une base régulière, la direction révisé ses estimations, incluant celles qui se rapportent aux méthodes d'amortissement et à la durée de vie utile des actifs, à la dépréciation des actifs, y compris les écarts d'acquisition et les actifs incorporels, à la rémunération à base d'actions, à la juste valeur des instruments financiers, à l'évaluation des actifs et des passifs d'impôts futurs et à la charge d'impôts sur les bénéfices. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Classification et mesure des instruments financiers

Le cadre comptable des instruments financiers exige que tous les actifs et passifs financiers soient comptabilisés en utilisant l'un des quatre modèles comptables disponibles : détenus jusqu'à l'échéance, disponibles à la vente, détenus à des fins de transaction et autres que détenus à des fins de transaction. La Société a classé ses comptes débiteurs comme prêts et créances et ses comptes créditeurs et charges à payer comme autres passifs financiers, présentés à leur coût amorti. La Société a classé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie comme titres détenus à des fins de transaction.

Conversion des devises

a) Opérations en devises et établissements étrangers intégrés

La Société applique la méthode temporelle pour convertir les opérations en devises et les résultats des établissements étrangers intégrés. Les éléments monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date du bilan, et les éléments non monétaires, ainsi que l'amortissement y afférent, sont convertis à leur taux historique, tandis que les produits et les charges le sont au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les Autres produits.

b) Établissements étrangers autonomes

La Société applique la méthode du taux courant pour convertir les résultats des établissements étrangers autonomes. Selon cette méthode, les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les produits et les charges le sont au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sont une composante du Cumul des autres éléments du résultat étendu.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes bancaires et les placements liquides qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie et pour lesquels le risque d'une modification de la valeur est négligeable.

Rabais et comptes débiteurs et créditeurs liés aux cessions et aux transactions fiduciaires

La Société offre des services qui incluent l'administration d'un programme de rabais et l'échange d'équipements usagés pour certains clients. En relation avec ces activités, la Société reçoit fréquemment de l'argent de ses clients (dans le cas du programme de rabais) et de revendeurs d'équipements usagés, et cet argent, déduction faite de la commission gagnée par la Société, doit être remis à l'autre partie à la transaction.

Par conséquent, le montant reçu au 31 mars 2010 qui n'a pas encore été remis à l'autre partie, présenté au bilan en tant que Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties, s'élève à 1 325 040 \$ (1 304 687 \$ US) (437 382 \$ en 2009 (347 073 \$ US)). Au 31 mars 2010, le montant des comptes débiteurs liés aux rabais et aux cessions s'élève à 1 439 007 \$ (1 416 903 \$ US) (1 519 132 \$ en 2009 (1 205 469 \$ US)).

La Société offre également un service de transactions fiduciaires. Dans le cadre de ces activités, la Société est nommée en tant qu'agent fiduciaire pour recevoir, détenir et transférer des fonds. La Société reçoit des liquidités qui sont libérées au vendeur, déduction faite de frais, coûts ou dépenses, lors de la conclusion d'une transaction entre un vendeur et un acheteur. Les liquidités reçues sont présentées au bilan en tant que Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties pour un montant de 2 701 258 \$ (2 659 766 \$ US) (1 942 450 \$ en 2009 (1 541 382 \$ US)).

Le montant total des comptes créditeurs relatifs à ces transactions s'élève à 5 465 305 \$ (5 381 356 \$ US) (3 898 964 \$ en 2009 (3 093 924 \$ US)).

Constatation des produits

Les produits sont tirés d'abonnements, de frais transactionnels, de frais de cession, de services d'intégration et de services de maintenance et d'hébergement. De temps en temps, la Société génère des revenus du développement de logiciels, de la vente de licences et de gains sur transfert de licences à des coentreprises. Dans tous les cas, les produits sont constatés seulement lorsqu'il y a une preuve évidente qu'une entente est intervenue, que les biens ont été livrés ou le service fourni, que le prix est fixé ou mesurable, et que le recouvrement des comptes débiteurs connexes est raisonnablement assuré. En plus des politiques générales décrites précédemment, les politiques spécifiques de constatation des produits suivantes s'appliquent aux principales sources de produits de la Société :

- Les produits tirés d'abonnements sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente;

- Les droits initiaux, n'ayant pas de valeur en eux-mêmes pour les abonnés, sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile de la technologie utilisée pour le réseau ou sur la durée estimative restante de la relation d'affaires avec le groupe d'abonnés, si elle est plus courte;
- Les frais de cession, qui sont des commissions obtenues par la Société quand des équipements usagés sont vendus par le site Internet de la Société, sont reconnus quand l'équipement usagé est accepté par le revendeur et est comptabilisé sur une base nette, car la Société agit à titre d'agent entre l'entité vendant l'équipement usagé et l'entité achetant l'équipement usagé;
- Les produits tirés des frais transactionnels sont constatés au moment où les opérations ont lieu;
- Les produits tirés de services d'intégration, de maintenance et d'hébergement sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente;
- Les produits tirés du développement de logiciels sont constatés selon le degré d'avancement des travaux;
- Les produits tirés de la vente de licences sont constatés au moment où les opérations ont lieu;
- Les gains sur licences transférées à des coentreprises sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur trois ans ou sur la période de développement des réseaux d'affaires verticaux des coentreprises, si elle est plus longue.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la Société a effectué des opérations non monétaires au cours desquelles des abonnements sont échangés contre de la publicité. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur à 78 525 \$ US (123 984 \$ US en 2009) et sont enregistrées dans les Produits et les Frais de vente et de commercialisation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé sur la durée d'utilisation prévue des actifs visés selon les méthodes, les périodes et le taux annuel suivants :

	Méthode	Période/taux
Mobilier de bureau	Solde dégressif	20 %
Matériel informatique et autre matériel	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Maximum de 5 ans

Dépréciation des actifs à long terme

Les actifs à long terme sont réévalués lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. L'évaluation est établie par comparaison de la valeur comptable nette des actifs et de la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation et leur cession éventuelle. Les actifs ayant subi une perte de valeur sont constatés à leur juste valeur, déterminée principalement selon les flux de trésorerie nets futurs estimatifs actualisés devant provenir de leur utilisation et de leur cession éventuelle.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les logiciels et les actifs incorporels d'acquisition.

Logiciels

Certains logiciels sont achetés pour combler les besoins de nature technologique de la Société et sont comptabilisés au coût. Ils comprennent également les coûts relatifs aux logiciels et aux sites Web développés à l'interne, lesquels comprennent la tranche de la masse salariale capitalisée du groupe de développement de la Société, qui satisfait aux critères reconnus de report. Ces coûts sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative de trois à cinq ans.

Actifs incorporels d'acquisition

Les actifs incorporels d'acquisition, composés de la clientèle, de la technologie, de marques de commerce et des bases de données découlant de l'acquisition d'entreprises, sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. Les actifs incorporels d'acquisition sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation prévue respective, qui s'étend sur les périodes suivantes :

Catégorie	Période
Clientèle	de 5 à 10 ans
Technologie	5 ans
Marques de commerce	10 ans
Bases de données	5 ans

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition d'entreprises sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis ou le passif net pris en charge sous-jacent. L'écart d'acquisition n'est pas amorti, cependant il est soumis à un test de dépréciation tous les ans ou lorsque des changements ou des événements laissent entendre qu'il y a eu perte de valeur, en utilisant une approche en deux étapes. La première étape consiste à comparer la valeur comptable de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition est rattaché à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation de la Société à laquelle l'écart d'acquisition est lié excède sa juste valeur estimative, l'écart d'acquisition rattaché à cette unité d'exploitation est soumis à un test de dépréciation. S'il est déterminé que la valeur comptable de cet écart d'acquisition excède sa juste valeur, une perte de valeur correspondant au montant de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est constatée. La Société a choisi le 31 mars comme date d'exécution du test annuel de dépréciation de l'écart d'acquisition.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise ses impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer pour l'exercice au cours duquel les écarts sont censés se résorber. La Société constitue une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon l'information disponible, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés.

Crédits d'impôt

En vertu d'un programme du gouvernement du Québec visant à encourager les entreprises du secteur des technologies de l'information, la Société a obtenu la confirmation officielle de son admissibilité à des crédits d'impôt supplémentaires (« crédits d'impôt pour la nouvelle économie »). Ces crédits d'impôt sont remboursables et correspondent généralement à un taux annuel de 40 % des salaires versés aux employés qui exercent des activités admissibles, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt remboursable annuel de 15 000 \$ par employé.

Les crédits d'impôt pour la recherche et le développement et les autres crédits d'impôt sont comptabilisés en diminution des dépenses connexes. La partie remboursable des crédits d'impôt est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. La partie non remboursable des crédits d'impôt est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées, dans la mesure où la réalisation de ces crédits est considérée comme raisonnablement assurée.

Technologie

Les frais relatifs à la technologie englobent la masse salariale et les charges connexes engagées dans le cadre des travaux de recherche et de développement, ainsi que l'amortissement de certains actifs nécessaires aux activités de recherche et de développement. Les frais relatifs à la technologie sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, exception faite de certains frais se rapportant au développement de logiciels et de sites Web développés à l'interne, notamment les mises à niveau et les améliorations des sites Web de la Société, lesquels sont capitalisés et amortis sur une période de trois à cinq ans. L'amortissement des logiciels et des sites Web développés à l'interne est inclus dans les frais relatifs à la technologie.

Régime de rémunération à base d'actions et autres paiements à base d'actions

La Société a un régime de rémunération à base d'actions, qui est décrit à la note 8. Elle évalue la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution. Les charges liées à la rémunération à base d'actions sont comptabilisées sur les périodes d'acquisition des options, une contrepartie étant créditée au poste Options d'achat d'actions. À l'exercice des options d'achat d'actions, le montant de la rémunération connexe est reclassé du poste Options d'achat d'actions au poste Capital-actions. La contrepartie versée par les salariés et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions est créditée au compte Capital-actions. Les annulations sont comptabilisées à la date à laquelle elles se produisent en réduisant le poste Options d'achat d'actions, la contrepartie affectant le poste Surplus d'apport ou la charge liée à la rémunération à base d'actions.

Instruments financiers dérivés

Une partie des produits et des charges d'exploitation de la Société est exprimée en dollars américains. La Société a recours à des contrats de change à terme pour couvrir une partie de ces produits. La Société n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives. L'efficacité de la couverture est évaluée à la fois au moment où la couverture entre en vigueur et sur une base permanente. La direction estime que les couvertures sont efficaces; par conséquent, elle comptabilise les contrats conformément aux exigences de la comptabilité de couverture. Les gains et les pertes sur les contrats de change à terme désignés comme des éléments de couverture efficaces sont enregistrés à l'état consolidé du résultat étendu et sont constatés à l'état consolidé des résultats dans la même période que les produits couverts.

3 Coentreprises

La quote-part de la Société dans les activités de ses coentreprises, comprise dans les états financiers consolidés, se résume comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Résultats		
Produits	1 680 066	2 014 821
Coût des produits	261 676	345 436
Charges d'exploitation	1 168 466	2 051 080
Bénéfice net (perte)	204 215	(321 698)
Flux de trésorerie		
Liés aux activités d'exploitation	187 069	100 301
Liés aux activités d'investissement	-	123 491
Liés aux activités de financement	-	(31 540)
Bilan		
Actif à court terme	848 800	4 071 011
Actif à long terme	-	18 641
Passif à court terme	458 807	405 464

4 Acquisitions d'entreprises

La Société n'a acquis aucune entreprise au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Exercice terminé le 31 mars 2009

Le 2 septembre 2008, la Société a acquis les actifs de BUS System Inc. (« BUS »), qui offre des applications Web pour l'industrie automobile, pour une contrepartie monétaire de 520 000 \$ et une responsabilité de dette d'un montant de 57 000 \$.

La répartition du prix d'achat se détaille comme suit :

	\$
Immobilisations corporelles	60 000
Actifs incorporels	367 000
Actifs incorporels d'acquisition	150 000
	<u>577 000</u>

5 Immobilisations corporelles

a) Les immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2010		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$
Mobilier de bureau	1 282 074	1 122 301	159 773
Matériel informatique et autre matériel	8 993 449	7 810 594	1 182 855
Améliorations locatives	1 250 772	1 170 034	80 738
	11 526 295	10 102 929	1 423 366

	2009		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$
Mobilier de bureau	1 333 335	1 097 081	236 254
Matériel informatique et autre matériel	11 173 950	9 660 920	1 513 030
Améliorations locatives	1 314 644	1 237 519	77 125
	13 821 929	11 995 520	1 826 409

- b) L'amortissement des immobilisations corporelles s'est chiffré à 1 223 625 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (1 582 151 \$ en 2009).
- c) Les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 848 218 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (530 672 \$ en 2009, incluant un montant de 60 000 \$ relatif aux acquisitions d'entreprises (note 4)).
- d) Les dispositions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 27 637 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (néant en 2009).

6 Actifs incorporels et actifs incorporels d'acquisition

a) Les actifs incorporels comprennent ce qui suit :

	2010 \$	2009 \$
Logiciels, déduction faite de l'amortissement cumulé de 4 699 051 \$ (5 313 904 \$ en 2009)	543 938	810 123
Logiciels et sites Web développés à l'interne, déduction faite de l'amortissement cumulé de 655 693 \$ (235 448 \$ en 2009)	350 128	565 769
	894 066	1 375 892

- i) L'amortissement de logiciels s'est établi à 344 248 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (513 044 \$ en 2009).
- ii) L'amortissement des logiciels et des sites Web développés à l'interne s'est établi à 420 245 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (1 991 002 \$ en 2009).
- iii) L'acquisition de logiciels s'est élevée à 78 063 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (816 945 \$ en 2009, incluant un montant de 367 000 \$ relatif aux acquisitions d'entreprises (note 4)).
- iv) L'acquisition de logiciels et de sites Web développés à l'interne et capitalisés s'est élevée à 204 605 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (1 863 213 \$ en 2009).
- v) En raison des conditions du marché, le conseil d'administration et le chef de la direction de la Société ont effectué, au cours de l'exercice 2009, une révision stratégique et opérationnelle des activités de la Société. Dans le cadre de cette révision, certains projets relatifs à des logiciels développés à l'interne ont été abandonnés, causant une radiation de 3 048 831 \$.

b) Les actifs incorporels d'acquisition comprennent ce qui suit :

	2010 \$	2009 \$
Clientèle, déduction faite de l'amortissement cumulé de 5 254 572 \$ (5 789 754 \$ en 2009)	2 292 418	2 822 260
Technologie, déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 633 094 \$ (1 606 518 \$ en 2009)	323 075	466 663
Marques de commerce, déduction faite de l'amortissement cumulé de 546 695 \$ (533 637 \$ en 2009)	57 673	70 731
Bases de données, déduction faite de l'amortissement cumulé de 26 900 \$ (344 839 \$ en 2009)	1 753	4 766
	2 674 919	3 364 420

- i) L'amortissement des actifs incorporels d'acquisition s'est élevé à 689 501 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (1 556 852 \$ en 2009).
- ii) Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, il n'y a eu aucun nouvel actif incorporel d'acquisition lié aux acquisitions d'entreprises (150 000 \$ en 2009) (note 4).
- iii) En raison des conditions du marché, la Société a effectué, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009, un test de dépréciation sur ses actifs à long terme. La Société a testé ses actifs à long terme au moyen d'une méthode en deux étapes :
 - L'étape 1 consiste à comparer la valeur comptable nette des actifs à long terme à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation et leur cession éventuelle. L'estimation de la Société de ses flux de trésorerie liés aux activités actuelles et futures est complexe, étant donné les conditions économiques actuelles et contient des estimations et des jugements qui sont subjectifs, incertains et qui peuvent changer au fil du temps. Selon les prévisions de la Société, la valeur comptable de certains de ses actifs à long terme excède la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation et leur cession éventuelle.

- Pour ces actifs, l'étape 2 a été réalisée. Elle consiste à comparer la valeur comptable des actifs à long terme qui ont échoué à l'étape 1 à leur juste valeur, déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs. En se basant sur cette évaluation, la Société a enregistré des charges de dépréciation de 3 265 612 \$ pour les actifs incorporels d'acquisition et de 295 867 \$ pour les logiciels, qui constituent l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur de ces actifs incorporels. L'amortissement cumulé au 31 mars 2009 inclut donc une dépréciation de 2 080 169 \$ pour la clientèle, de 884 909 \$ pour la technologie, de 292 598 \$ pour les marques de commerce et de 7 936 \$ pour les bases de données.

7 Écart d'acquisition

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de l'exercice	25 991 266	25 991 266
Acquisitions d'entreprises (note 4)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	25 991 266	25 991 266

8 Capital-actions, options d'achat d'actions et surplus d'apport

- a) Autorisé, en nombre illimité
- Actions ordinaires
- Actions privilégiées, à être émises en séries, dont les termes, les conditions et les dividendes devront être déterminés par le conseil d'administration au moment de l'émission
- b) Le tableau suivant présente les opérations se rapportant aux actions ordinaires des deux derniers exercices :

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	13 974 058	48 078 790	14 564 639	50 110 729
Rachetées pour annulation (note 8 b) i))	(78 314)	(269 445)	(590 581)	(2 031 939)
Exercice d'options d'achat d'actions (note 8 b) ii))	-	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	13 895 744	47 809 345	13 974 058	48 078 790

- i) Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la Société a racheté pour annulation 78 314 de ses actions ordinaires (590 581 en 2009), pour une contrepartie en espèces de 411 590 \$ (1 859 489 \$ en 2009), dans le cours normal de ses rachats d'actions. Le prix d'émission moyen par action de 3,44 \$ (3,44 \$ en 2009) avant le rachat a été porté en réduction du Capital-actions pour un montant total de 269 445 \$ (2 031 939 \$ en 2009), et le solde a été imputé aux Bénéfices non répartis ou aux Surplus d'apport.
- ii) Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, aucune option d'achat d'actions n'a été exercée en vue d'acquérir des actions ordinaires (aucune option d'achat d'actions en 2009).
- c) Le tableau suivant résume les opérations liées aux options d'achat d'actions :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de l'exercice	1 646 780	2 300 776
Dépense liée à la rémunération à base d'actions	280 783	465 514
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée par suite de l'exercice d'options (note 8 b) ii))	-	-
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	(239 842)	(1 119 510)
Solde à la fin de l'exercice	1 687 721	1 646 780

- d) Le tableau suivant résume les opérations liées aux surplus d'apport pour les deux derniers exercices :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de l'exercice	2 393 594	992 937
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	239 842	1 119 510
Escompte sur le rachat des actions ordinaires pour l'annulation (note 8 b) i))	-	281 147
Réduction de l'escompte accumulé sur le rachat des actions ordinaires par l'annulation (note 8 b) i))	(142 145)	-
Solde à la fin de l'exercice	2 491 291	2 393 594

e) Régime d'achat d'actions

La Société a établi un nouveau régime d'achat d'actions en date du 1^{er} avril 2009 pour tous les employés réguliers à temps plein et à temps partiel qui sont résidents canadiens. Les administrateurs ne sont pas admissibles au régime. En vertu des dispositions du régime, un employé peut décider de cotiser jusqu'à 5 % de son revenu annuel, jusqu'à un maximum de 5 000 \$ par année, au moyen de retenues sur le salaire, pour l'achat d'actions ordinaires de la Société sur le marché libre. En vertu du régime, la Société s'est engagée à égaler les cotisations des employés au régime pour une cotisation maximale de 1 000 \$ par employé. Depuis le 27 juillet 2009, les employés doivent garder pour une période de douze mois la portion des actions achetées avec la cotisation de la Société. Le prix d'achat des actions en vertu du régime devra être équivalent au prix du marché des actions ordinaires de la Société à la date d'acquisition. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la dépense s'élève à 147 191 \$ (344 521 \$ en 2009).

f) Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions. En vertu de ce régime, le nombre maximal d'actions pouvant être émises à la suite de l'exercice des options s'établit à 3 375 351, et le nombre maximal d'actions pouvant être émises dans l'ensemble à une seule personne ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'attribution. Le prix d'exercice des options attribuées en vertu de ce régime, tel qu'il est déterminé par le conseil d'administration, ne peut être inférieur au cours du marché des actions ordinaires de la Société à la date de l'attribution, le cours du marché étant le prix de clôture par action inscrit à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de l'attribution.

Entre septembre 2005 et mars 2007, les options attribuées en vertu du régime sont acquises sur une période de trois ans, en tranches de 30 %, 30 % et 40 %, et peuvent être exercées 12, 24 et 36 mois, respectivement, après la date d'attribution, à l'exception des options attribuées à la direction qui sont acquises 12 mois après la date d'attribution. Depuis mars 2007, les nouvelles attributions d'options sont acquises sur une période de trois ans et peuvent toutes être exercées 36 mois après la date d'attribution, à l'exception des options attribuées à la direction qui sont acquises 12 mois après la date d'attribution. La période d'acquisition est déterminée par le conseil d'administration. Les options attribuées en vertu de ce régime échoient au plus tard cinq ans après la date de l'attribution.

Le tableau ci-dessous constitue un résumé des mouvements des options d'achat d'actions en vertu du régime :

	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de l'exercice	702 800	9,01	1 035 500	9,64
Attribuées	-	-	175 000	5,89
Exercées	-	-	-	-
Annulées	(60 900)	9,22	(402 800)	9,62
Expirées	(47 000)	9,90	(104 900)	7,75
Solde à la fin de l'exercice	594 900	8,92	702 800	9,01

Le tableau suivant résume les renseignements sur les options d'achat d'actions en cours au 31 mars 2010 :

			Options en cours	Options pouvant être exercées	
Prix d'exercice \$	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
5,89	132 500	3,04	5,89	20 000	5,89
9,00 – 11,15	462 400	1,73	9,78	229 900	10,07
	594 900	2,02	8,92	249 900	9,74

La juste valeur des options d'achat d'actions attribuées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2010	2009
Taux d'intérêt sans risque	Néant	3,1 %
Durée prévue	Néant	De 3 à 5 ans
Volatilité	Néant	32,9 %
Dividende	Néant	Néant
Moyenne pondérée par unité de la juste valeur des options attribuées	Néant	1,60 \$

g) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé aux fins de calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		
De base	13 939 109	14 261 939
Effet dilutif des options d'achat d'actions	-	-
Dilué	13 939 109	14 261 939

Des options visant l'achat de 594 900 actions (702 800 en 2009) à un prix moyen pondéré de 8,92 \$ l'action (9,01 \$ en 2009) étaient en circulation à la fin de l'exercice; toutefois, ces options n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action en raison du fait que le prix d'exercice était supérieur au prix moyen des actions.

9 Technologie

	2010 \$	2009 \$
Frais de recherche et de développement	8 976 317	9 958 018
Crédits d'impôt liés à la recherche et au développement	(307 282)	(203 188)
Crédits d'impôt liés à la nouvelle économie	(1 310 217)	(1 540 827)
Logiciels et sites Web développés à l'interne et capitalisés	7 358 818 (204 605)	8 214 003 (1 863 213)
Amortissement des logiciels et des sites Web développés à l'interne	7 154 213 420 245	6 350 790 1 991 002
	7 574 458	8 341 792

10 Engagements

Les paiements minimaux futurs en vertu de contrats de location-exploitation des locaux s'établissent comme suit pour les exercices se terminant les 31 mars :

	\$
2011	1 540 076
2012	1 545 259
2013	1 467 054
2014	1 365 677
2015	915 303
Par la suite	1 413 302

11 Impôts sur les bénéfices

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 2).

a) La charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices se répartit comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Impôts exigibles	2 871 856	(880 791)
Impôts futurs	1 318 838	(3 283 857)
	4 190 694	(4 164 648)

- b) La charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices est calculée selon un taux d'imposition réel qui diffère du taux d'imposition prévu par la loi pour les raisons suivantes :

	2010	2009
	%	%
Taux d'imposition moyen pondéré prévu par la loi	30,7	30,9
Augmentation (diminution) découlant de		
Répartition géographique des profits d'exploitation	0,4	0,9
Rémunération à base d'actions non déductible	1,3	(2,6)
Gain de change non imposable	(3,3)	3,7
Perte de change non déductible	4,5	-
Perte de change non constatée	-	(1,1)
Dépenses non déductibles	1,6	(6,5)
Renversement de réserve d'impôt	-	31,7
Incidence du changement de taux d'imposition statutaire sur les impôts futurs	0,1	(2,2)
Effet de change suite à la réévaluation des impôts futurs	21,5	22,1
Ajustements et cotisations d'impôts d'exercices antérieurs	5,6	(0,3)
Autres	-	(0,3)
Taux d'imposition réel	62,4	76,3

- c) Les soldes d'impôts futurs se résument comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	380 870	1 155 902
Montants non déductibles pour l'exercice	188 408	103 537
Écart de change non réalisé	-	408 054
Pertes d'exploitation nettes de filiales américaines	15 230 757	18 341 673
	15 800 035	20 009 166
Provision pour moins-value	(10 244 338)	(12 291 849)
	5 555 697	7 717 317
Passifs d'impôts futurs		
Crédits d'impôt	(429 978)	(926 117)
Écart de change non réalisé	(175 901)	-
	(605 879)	(926 117)
Actifs d'impôts futurs, montant net	4 949 818	6 791 200

	2010 \$	2009 \$
Présentés comme :		
Actif à court terme	-	346 643
Actif à long terme	5 684 486	7 534 120
Passif à court terme	(605 880)	(999 380)
Passif à long terme	(128 788)	(90 183)

Au 31 mars 2010, les filiales américaines de la Société avaient cumulé des pertes d'exploitation nettes aux fins de l'impôt sur les bénéfices fédéral d'environ 40 668 841 \$ US (41 303 275 \$ CA), lesquelles peuvent être reportées prospectivement et utilisées pour réduire les bénéfices imposables des exercices à venir. Ces pertes viennent à échéance entre 2018 et 2030. Une provision pour moins-value d'environ 27 034 441 \$ US (27 456 178 \$ CA) a été constituée pour des pertes d'exploitation qui proviennent d'exercices avant l'acquisition puisqu'il est plus improbable que probable que ces pertes seront réalisées.

De plus, les filiales américaines avaient cumulé des pertes d'exploitation nettes au niveau des états aux fins de l'impôt sur les bénéfices d'environ 44 140 758 \$ US (44 829 354 \$ CA), lesquelles peuvent être reportées prospectivement et utilisées pour réduire les bénéfices imposables des exercices à venir. Ces pertes viennent à échéance entre 2010 et 2028. Une provision pour moins-value d'environ 36 811 758 \$ US (37 386 022 \$ CA) a été enregistrée relativement à ces pertes d'exploitation.

12 Opérations entre apparentés

Le détail des opérations entre apparentés qui ne sont pas présentées ailleurs dans ces états financiers consolidés s'établit comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Produits		
Coentreprises	654 344	1 204 763
Comptes débiteurs		
Coentreprises	90 454	121 106
Comptes créditeurs		
Coentreprises	-	12 770

Les soldes et les opérations avec les coentreprises représentent la part de la Société dans ces coentreprises.

Toutes les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, les revenus provenant des coentreprises n'incluent plus d'amortissement du gain reporté sur licences dérivés de la création de Polygon DMCC (478 562 \$ en 2009).

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la Société a payé des frais de gestion de 588 167 \$ (65 000 \$ en 2009) à un actionnaire corporatif qui a une influence notable sur la Société. La transaction a eu lieu dans le cours normal des activités et a été mesurée au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

13 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et Autres produits (charges)

a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	2 000 296	(181 261)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	758 026	(758 026)
Crédits d'impôt à recevoir	1 805 397	(1 491 964)
Charges payées d'avance	127 225	58 062
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	474 442	(628 068)
Impôts sur les bénéfices à payer	389 945	(1 614 519)
Produits reportés	(662 086)	1 114 665
	4 893 245	(3 501 111)

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la Société a fait un ajustement aux comptes créditeurs et charges à payer de 226 685 \$ lié à un rachat antérieur de capital.

b) Les Autres produits (charges) comprennent ce qui suit :

	2010 \$	2009 \$
Intérêts créditeurs	86 908	516 107
Frais financiers	(194 047)	(219 233)
Gain (perte) de change	(2 519 426)	2 212 723
Autres dépenses	(132 651)	(210 455)
	(2 759 216)	2 299 142

14 Information sectorielle

La Société n'a qu'un seul secteur isolable.

L'information relative aux secteurs géographiques est la suivante :

	2010		2009	
	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$
Canada	18 761 608	3 850 652	17 405 493	4 714 898
États-Unis	20 500 012	27 084 640	22 116 701	27 757 511
Europe	2 232 833	-	2 653 350	-
Asie et autres	4 230 959	48 325	5 764 877	85 578
	45 725 412	30 983 617	47 940 421	32 557 987

Les produits sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des clients.

15 Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne, d'entreprendre des acquisitions ciblées et de fournir un rendement à ses actionnaires. Le capital de la Société est composé des dettes à long terme, des capitaux propres et des produits reportés, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des placements à court terme.

Le capital de la Société est principalement affecté aux augmentations du fonds de roulement hors caisse, aux dépenses en immobilisations, aux acquisitions d'entreprises et, dorénavant, aux versements de dividendes. Ainsi, le 10 novembre 2009, la Société a instauré une politique de dividendes sur les actions ordinaires visant à distribuer au moins 0,10 \$ par action sur une base semestrielle. La Société a historiquement financé ses besoins à même sa trésorerie, ses placements à court terme, ses flux de trésorerie générés à l'interne et ses émissions d'actions.

La Société peut, de temps à autre, remanier son capital en émettant des actions pour financer ses opérations ou une acquisition d'entreprise, racheter des actions ou obtenir une dette bancaire pour financer l'achat d'une immobilisation ou l'acquisition d'une entreprise.

Outre la nouvelle politique de dividendes, il n'y a pas eu de changement des objectifs de la Société en matière de gestion de son capital ni de sa définition comparativement à l'année dernière.

Le capital de la Société n'est pas soumis à des exigences imposées par une autorité de réglementation et la Société n'utilise pas présentement de mesures quantitatives pour gérer son capital.

16 Gestion des risques financiers

La Société, par ses actifs et passifs financiers, est exposée à des risques financiers en raison de ses activités : risque de marché, incluant le risque de change et le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'objectif principal de la Société en matière de gestion de risques est de s'assurer que les risques sont correctement définis et réglés pour diminuer l'effet négatif probable sur la performance financière.

La gestion des risques est la responsabilité du service des finances qui doit déterminer et évaluer les risques en collaboration étroite avec la direction. Le service des finances a la responsabilité d'établir des contrôles et des procédures adéquates pour s'assurer que les risques financiers sont atténués.

Risque de change

Le risque de change est lié aux transactions conclues par la Société et libellées en devises autres que le dollar canadien, principalement en dollars américains. Le risque de change est aussi important pour les transactions de vente et d'achat futures que pour les actifs et les passifs financiers reconnus libellés en devises étrangères.

L'objectif principal de la Société en matière de gestion du risque de change est de réduire son effet sur sa performance. Afin de réduire les éventuelles conséquences défavorables associées à la fluctuation du dollar canadien, la Société conclut des contrats de change à terme en vue de stabiliser les produits futurs prévus libellés en dollars américains. Les contrats de change à terme sont uniquement conclus pour gérer le risque de change et ne sont pas destinés à des fins de spéculation.

Les soldes en devises au 31 mars 2010 se détaillent comme suit :

	\$ US	€
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 716 734	19 804
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 964 453	-
Comptes débiteurs	2 652 773	8 207
Comptes créditeurs et charges à payer	(6 513 616)	-
Total, en devises	5 820 344	28 011
Total, en dollars canadiens	5 911 141	38 479

Le tableau qui suit détaille les ententes utilisées comme instruments de couverture :

				2010
Devise d'achat	Devise de vente	Valeur nominale \$ US	Taux moyen pondéré	Échéance (exercice financier)
\$ CA	\$ US	12 585 000	1,0639	2011-2012
				2009
Devise d'achat	Devise de vente	Valeur nominale \$ US	Taux moyen pondéré	Échéance (exercice financier)
\$ CA	\$ US	8 060 000	1,1192	2010

Les contrats de change à terme sont des contrats en vertu desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des dollars américains à un taux fixé à l'avance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés de 573 903 \$ (565 088 \$ US) correspond aux montants estimatifs que la Société devrait payer pour régler les contrats au 31 mars 2010 en utilisant les taux du marché correspondants. Ce montant est inclus dans les comptes débiteurs. En 2009, un montant de 1 121 823 \$ (890 194 \$ US) est inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer. Ces instruments financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Compte tenu des contrats de change à terme et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une hausse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro affecterait le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu (en dollars canadiens) comme suit :

	\$ US	€
Bénéfice net	(63 320)	(1 924)
Autres éléments du résultat étendu	412 301	-

Une baisse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro aurait eu l'incidence contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient à la suite d'un changement du taux d'intérêt du marché. Les actifs et les passifs financiers dont le taux d'intérêt est variable exposent la Société à un risque de flux de trésorerie. L'intérêt gagné par la Société sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie est établi selon le taux du marché.

Au 31 mars 2010, la Société s'expose au risque de taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie dont le taux d'intérêt varie de 0 % à 0,75 %. Si le taux d'intérêt au 31 mars 2010 avait varié de plus 0,5 % ou de moins 0,5 %, l'incidence sur le bénéfice net n'aurait pas été significative.

Les actifs et les passifs financiers qui sont soumis à des taux d'intérêt fixes sont exposés à un risque de juste valeur des taux d'intérêt. La Société n'est pas exposée à un risque important par rapport aux actifs et aux passifs financiers en raison de leur échéance à court terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière advenant qu'un client ou une autre partie liée à un instrument financier ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les instruments financiers qui exposent la Société à un risque de crédit consistent principalement en la trésorerie et équivalents de trésorerie, la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties et les comptes débiteurs. La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont détenus dans des établissements financiers importants; par conséquent, la Société estime que le risque d'inexécution à l'égard de ces instruments est faible.

D'après son expérience, la Société est d'avis que le risque de crédit lié aux comptes débiteurs est faible. La Société n'exige généralement pas d'examens collatéraux relatifs à ses comptes débiteurs. Ses comptes débiteurs ne sont pas concentrés sur des clients spécifiques, mais plutôt sur un large éventail de clients. De plus, la Société effectue des examens de crédit à intervalles réguliers à l'égard de tous ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. La provision pour créances douteuses est déterminée selon l'historique du montant dont le recouvrement est jugé incertain après 60 jours et 90 jours, et les comptes inactifs et restreints sont entièrement provisionnés.

La valeur comptable des comptes débiteurs de la Société est présentée, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La variation de la provision pour créances douteuses au cours de l'exercice se détaille comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de l'exercice	(518 619)	(360 228)
Récupération (charge) de l'exercice	(18 836)	(158 391)
Solde à la fin de l'exercice	(537 455)	(518 619)

L'âge des comptes débiteurs ayant dépassé le délai de paiement initial, tous en retard au 31 mars 2010, et les actifs d'instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	\$
De 1 à 30 jours	2 482 815
De 31 à 60 jours	1 629 921
De 61 à 90 jours	136 321
Plus de 90 jours	230 138
Total – comptes clients en souffrance	4 479 195
Actifs d'instruments financiers dérivés Contrats de change à terme	573 903
Total des comptes débiteurs	5 053 098

Il n'y a aucune perte de valeur ni aucun montant en souffrance autres que ceux liés aux comptes débiteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque qu'une société soit incapable de s'acquitter de ses obligations à leur échéance. La Société n'est pas actuellement exposée au risque de liquidité, car la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont suffisants pour honorer ses obligations liées à ses opérations et à ses activités d'investissement et de financement anticipées. Les passifs financiers de la Société, composés des comptes créditeurs et charges à payer, arriveront à échéance dans moins de 12 mois.

Juste valeur des instruments financiers

La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont comptabilisés à leur juste valeur. Ces instruments financiers sont classés au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur est approximativement égale à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

17 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.